



## Lettre ouverte de Marine Le Pen aux acteurs des politiques du handicap

Nanterre, le 13 mars 2015

Mes chers compatriotes,

***La solidarité nationale est un principe constitutionnel et c'est la grandeur d'une nation.***

L'échéance des élections départementales des 22 et 29 mars prochains réactive les débats sur la nécessité d'une politique sociale et sanitaire plus juste pour tous les Français, en particulier les plus fragiles. La solidarité nationale est un principe constitutionnel et c'est la grandeur d'une nation. Le prochain scrutin départemental est donc crucial à cet égard : par leur vote, les Français devront confirmer leur attachement à l'application stricte de ce principe.

Le département, échelon de proximité essentiel dans la prise en charge des personnes âgées et des personnes handicapées, joue un rôle clef dans la mise en œuvre de ces politiques de solidarité. Hélas, les gouvernements UMPs successifs n'ont eu de cesse de réduire ses moyens et ses possibilités d'action.

Aujourd'hui le département est menacé dans son existence même, et par là toutes les politiques qui lui sont associées. Cette situation, pleine d'incertitudes, met en péril l'équilibre de plus en plus précaire des politiques d'aides et de soutien à destination des personnes handicapées, qui subissent de plein fouet la décentralisation et l'austérité. Pour répondre aux exigences des technocrates de la Commission européenne, nos gouvernants menacent en effet les principes élémentaires de protection de nos compatriotes les plus fragiles touchés par la maladie, la vieillesse ou le handicap.

Je ne le permettrai pas. Le Front National, seul mouvement à défendre le département, s'y opposera avec fermeté. Je dois avouer que la mise en place de grosses régions déconnectées est une source d'inquiétude supplémentaire.

Les exemples de coups de rabot contre les politiques en faveur des personnes handicapées ne manquent pas. C'est ainsi que les exigences d'accessibilité aux établissements recevant du public (ERP) ont récemment été revues à la baisse. En outre, par un arrêté pris le 8 décembre 2014, le gouvernement a élargi le champ des dérogations concernant les visites de travaux par les sous-commissions départementales chargées du respect des agendas de mise en accessibilité (Ad'AP).

Plus problématique encore : la faiblesse du montant de l'Allocation Adulte Handicapé (AAH) qui, en 2014, n'est que de 800 € par mois, alors que 80 % des bénéficiaires n'exercent aucune activité professionnelle. Aujourd'hui, plus de 40 % des personnes handicapées vivent sous le seuil de pauvreté et leur taux de chômage est deux fois plus important que la moyenne nationale. Avec seulement 800 € par mois, les personnes handicapées se retrouvent face à des choix parfaitement indignes : se loger, se déplacer ou se soigner ? C'est la raison pour laquelle Le Front National réclame depuis des années une revalorisation substantielle de l'AAH afin de permettre aux personnes handicapées de mener une vie normale, couplée à un vaste plan de luttres contre la fraude sociale.

.../...

***Le prochain scrutin départemental est donc crucial à cet égard : par leur vote, les Français devront confirmer leur attachement à l'application stricte de ce principe.***

**La communication  
et l'austérité plutôt  
que la solidarité :  
voici les choix  
du gouvernement  
à l'égard  
de nos compatriotes  
handicapés !**

---

**Une grande nation se  
construit avec tous ses  
citoyens, même et surtout  
avec le plus fragiles.  
La France doit avoir  
cette ambition.**

---

Loin de considérer le handicap comme une priorité nationale, le gouvernement a fait voter le 3 novembre 2014 un amendement permettant la ponction de 29 millions d'euros sur les réserves du fonds d'insertion des personnes handicapées dans la fonction publique (FIPHFP). Cet amendement, adopté dans un silence médiatique assourdissant, est le préliminaire d'un prélèvement arbitraire de 87 millions d'euros, en trois ans, sur les réserves de l'Association de gestion du fonds pour l'insertion des personnes handicapées (AGEFIPH) prévu par l'article 62 du projet de loi de finances pour 2015.

La communication et l'austérité plutôt que la solidarité : voici les choix du gouvernement à l'égard de nos compatriotes handicapés !

Aussi le Front National, seul parti représenté auprès de 98% de la population pour les élections départementales, s'engage à défendre et à mener une politique de solidarité déterminée une fois qu'il aura des élus dans les conseils départementaux. Notre objectif est :

**D'assurer la prise en charge et la dignité des personnes atteintes de handicap et le leurs proches :**

- par une clarification des statuts
- par la détection et la lutte active contre la maltraitance des personnes handicapées. Ce tabou doit être enfin brisé
- par la mise en place de centres d'accueil pour les enfants handicapés et la possibilité d'un maintien à domicile avec l'aide d'une tierce personne à ceux qui le souhaitent
- par la mise en place pour les proches d'un réseau d'aides (formation, soutien et accès à des dispositifs de répit)
- par la réduction drastique des délais d'applications des décisions des MDPH et le renforcement de leurs moyens de manière équitable sur tout le territoire

**D'encourager l'insertion des personnes handicapées :**

- en garantissant la pérennité statutaire des auxiliaires de vie scolaire et leur formation permettant l'accueil des enfants handicapés en milieu scolaire
- en développant progressivement les Établissements et Services d'aide par le travail
- en veillant à l'application de loi handicap de 2005 dans l'entreprise (conformité des postes de travail, développement du « e-Learning » en favorisant les entreprises françaises reconnues et performantes sur le sujet)


**De maintenir un niveau d'aides minimal :**

- en sanctuarisant le budget des aides aux maisons départementales du handicap
- en militant pour une hausse du montant de l'AAH
- en entamant une véritable lutte contre les fraudes dans le cadre du Plan Anti Fraude piloté par un Secrétariat d'Etat chargé de la lutte contre la fraude
- en annulant les barrières d'âge pour la PCH

Une grande nation se construit avec tous ses citoyens, même et surtout avec les plus fragiles. La France doit avoir cette ambition. Je la défends pour elle ainsi que l'ensemble des candidats du Front National et du Rassemblement Bleu Marine.

Avec mes équipes, je reste à votre disposition pour échanger sur ces grands enjeux qui nous concernent tous.

Je vous prie d'accepter Madame, Monsieur, l'expression de mes sentiments les plus respectueux.



**Marine Le Pen**  
Présidente du Front National